

## Vers un conflit avec les parents ?

3-4 minutes

---

*Alors que le mouvement de grève des examens tourne à la rétention des notes les parents manifestent leur désapprobation. Le blocage des centres de correction du bac professionnel a commencé.*



"Les parents d'élèves de la FCPE dénoncent le fait que certains enseignants se sentent contraints d'utiliser les notes des bacheliers comme monnaie d'échange dans leurs discussions avec le ministère de l'Education nationale", écrit la Fcpe, première association de parents d'élèves , le 24 juin. "Nos enfants ne peuvent être considérés comme des "dommages collatéraux" dans un épisode devenu symbolique des impasses d'un dialogue social enfermé dans la logique de la raison du plus fort qui a pris le dessus à tous les échelons institutionnels. En clair, il n'est pas acceptable que certains enseignants refusent de donner les notes obtenues par les élèves au baccalauréat qu'en échange du retrait des réformes du lycée et du bac. Même si nous partageons sur de nombreux points les critiques faites à ces réformes, nous ne voulons pas que nos enfants soient les victimes d'un bras de fer devenu mortifère pour tous".

Selon les Stylos rouges environ 60 000 copies auraient été confiées à des huissiers. Le scénario ministériel du pourrissement conduit un nombre encore jamais vu d'enseignants à la radicalisation. La mise à mal des syndicats est devenu l'objectif numéro 1 ministériel bien avant l'intérêt des élèves et celui du système.

Le blocage des centres de correction du bac professionnel a aussi

commencé le 24 juin. A Paris, la moitié des correcteurs seraient en grève. Et le Snuep Fsu fait déjà campagne pour bloquer les épreuves de rattrapage qualifiées "d'ineptie" par le syndicat. Impopulaires chez les enseignants des LP qui y voient un pied de nez au travail effectué toute l'année, elles pourraient voir une prolongation du conflit début juillet.

Dans l'enseignement agricole déjà 5 centres de correction ont été bloqués à Montauban, Rennes, Chambéry, Bordeaux et Marseille. La large intersyndicale demande le maintien des seuils de dédoublement des classes.

JM Blanquer obtient un soutien inattendu, celui de Bruno Racine, ancien président du HCE (un organisme qui n'était pas tendre avec JM Blanquer avant 2012) et Christian Chevalier, ancien président du Haut conseil de l'évaluation de l'école. " La série scientifique, au lieu de n'accueillir que les lycéens désireux de poursuivre des études scientifiques, a regroupé tous les élèves considérés comme les meilleurs, quelle que soit la nature des études supérieures envisagées, et l'enseignement supérieur s'est organisé en fonction de cet état de fait, comme le montrent le monopole de ces bacheliers dans les études médicales ou leur présence massive dans les formations littéraires les plus réputées", rappellent ils. On ne leur accordera pas par contre la baisse du nombre de bacheliers généraux, celle ci ayant été ponctuelle et liée aux aléas démographiques. Pour eux, le bac Blanquer vise "une plus grande équité entre les élèves" et vise à réduire "le très fort déterminisme social" du bac. Les auteurs n'assument pas l'idéologie du tri et de la mise en concurrence des établissements et des hommes qui est à l'origine de la réforme.

**F Jarraud**

[La stratégie du pire](#)

[Dans Les Echos](#)